



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250321-2103202520bis-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2025
Publication : 07/04/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 21 mars 2025 à 14h46 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL.

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI

Étaient excusées :

Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 6 mars 2025



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250321-2103202520bis-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2025

Publication : 07/04/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



6 RAPPORTS D'ACTIVITÉ 2024

MESDAMES, MESSIEURS,

Les services et dispositifs du C.C.A.S. de Rouen obtiennent des subventions de différents organismes. Lors de la signature de ces conventions de subvention, le C.C.A.S. s'engage à fournir un rapport d'activité.

Lesdits rapports d'activité sont annexés à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU les Articles L. 123-6 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Projet de rapport d'activité 2024 de la Domiciliation,

VU le Projet de rapport d'activité 2024 de la Chaloupe,

VU le Projet de rapport d'activité 2024 de l'Atelier,

VU le Projet de rapport d'activité 2024 de l'Aide Sociale Légale,

VU le Projet de rapport d'activité 2024 du CLIC des Aînés de Rouen (2 rapports dont celui demandé par le Département de Seine-Maritime),

VU le Projet de rapport d'activité 2024 du Service Prestataire,

VU le Projet de rapport d'activité 2024 des Résidences autonomie,

VU le Projet de rapport d'activité 2024 du Service de Soins Infirmiers À Domicile (S.S.I.A.D.),

VU le Projet de rapport d'activité 2024 de l'Équipe Spécialisée Alzheimer (E.S.A.),

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES RAPPORTS D'ACTIVITÉ 2024,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte et approuve les rapports d'activité 2024 :
 - du service Domiciliation,
 - de la Chaloupe,
 - de l'Atelier,
 - de l'Aide Sociale Légale,
 - du CLIC des Aînés de Rouen (2 rapports dont celui demandé par le Département de Seine-Maritime),

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250321-2103202520bis-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2025

Publication : 07/04/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



- du Service Prestataire
 - des Résidences autonomie
 - du S.S.I.A.D.,
 - de l'E.S.A.,
-
- Autorise la diffusion des présents rapports aux financeurs et organismes extérieurs.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.